

COUNCIL
OF EUROPE



CONSEIL
DE L'EUROPE

PARLIAMENTARY ASSEMBLY

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE

AS/PR (35) 28



SELECTED TEXTS CONCERNING TERRITORIAL ASYLUM AND REFUGEES
ADOPTED BY THE COMMITTEE OF MINISTERS
AND THE PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE

CHOIX DE TEXTES RELATIFS À L'ASILE TERRITORIAL ET AUX RÉFUGIÉS
ADOPTÉS PAR LE COMITÉ DES MINISTRES
ET L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

STRASBOURG
1984

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES



RECOMMANDATION N° R (81) 16

DU COMITÉ DES MINISTRES AUX ÉTATS MEMBRES SUR L'HARMONISATION DES PROCÉDURES NATIONALES EN MATIÈRE D'ASILE

*(adoptée par le Comité des Ministres le 5 novembre 1981,
lors de la 339^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres, agissant en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Vu la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et le Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967 ;

Rappelant l'attitude libérale et humanitaire des Etats membres du Conseil de l'Europe à l'égard des personnes demandant l'asile et, en particulier, leur engagement en faveur du principe de non-refoulement, comme il ressort de la Résolution (67) 14 sur l'asile en faveur des personnes menacées de persécution et de la Déclaration sur l'asile territorial de 1977 ;

Vu la Recommandation 787 (1976) de l'Assemblée Consultative sur l'harmonisation de la pratique en matière d'éligibilité ;

Ayant à l'esprit les exigences minimales énoncées en la matière par le Comité exécutif du Programme du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ;

Tenant également compte des principes généraux relatifs à la protection de l'individu au regard des actes de l'administration énoncés dans la Résolution (77) 31 ;

Désireux de préciser les garanties que les procédures nationales d'examen des demandes d'asile doivent offrir aux personnes concernées et d'établir à cet effet des principes communs,

Recommande aux gouvernements des Etats membres de donner application dans leur législation et dans leur pratique administrative aux principes suivants :

1. Toute demande d'asile sera traitée de manière objective et impartiale.
2. La décision sur une demande d'asile devra être réservée à une autorité centrale.
3. Des instructions précises pour traiter les demandes d'asile aux fins de leur transmission à cette autorité centrale seront données aux services chargés du contrôle des frontières ainsi qu'aux autorités locales appelées à en être saisies. Ces instructions auront en particulier l'objet suivant :
 - i. elles appelleront spécialement l'attention de ces services sur l'obligation de respecter le principe de non-refoulement ;
 - ii. elles exigeront de ces services ou autorités qu'ils fournissent à l'autorité centrale tous les éléments susceptibles d'être recueillis en vue de l'instruction de la demande ;

iii. elles souligneront la nécessité de prendre en considération la situation particulière dans laquelle se trouve la personne demandant l'asile y compris, s'il y a lieu, les difficultés que la personne pourrait éprouver à présenter son cas.

4. Tant que l'autorité centrale visée sous 2 ci-dessus n'a pas statué sur la demande d'asile, le demandeur devra être autorisé à demeurer sur le territoire de l'Etat à moins que l'autorité centrale compétente n'ait constaté que la demande est manifestement fondée sur des motifs étrangers à l'asile, en particulier parce que frauduleuse ou parce que ne se rattachant ni aux critères prévus par l'article 1.A(2) de la Convention de Genève de 1951 pour l'octroi du statut de réfugié, ni à d'autres critères justifiant l'octroi de l'asile.

5. La décision sur une demande d'asile devra être susceptible de recours devant une instance administrative ou judiciaire. A défaut, il devra y avoir au moins une possibilité effective de réexaminer la décision.

La personne demandant l'asile devra être autorisée à demeurer sur le territoire tant qu'il n'a pas été statué sur son recours ou sa demande de réexamen, à moins que pendant la procédure de recours ou de réexamen ne se révèlent des faits qui, s'ils avaient été connus lors de l'examen initial par l'autorité centrale, auraient conduit cette autorité à décider que la requête était manifestement fondée sur des motifs étrangers à l'asile.

6. Le demandeur devra recevoir les indications nécessaires quant à la procédure à suivre et devra être informé de ses droits. Il devra se voir accorder les garanties nécessaires pour présenter son cas aux autorités intéressées et aura le droit d'être entendu, au besoin avec le concours d'un interprète ; l'intervention d'un conseil devra être admise à un stade approprié de la procédure, y compris des procédures de recours, de même que la possibilité de communiquer librement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de prendre contact avec une institution bénévole s'occupant des réfugiés.

7. La décision sur la demande d'asile sera communiquée au requérant ; en cas de décision négative, celui-ci sera informé de manière appropriée des motifs sur lesquels elle est fondée ainsi que des voies de recours ou des possibilités de réexamen à sa disposition.

8. Lorsque la qualité de réfugié sera reconnue au demandeur, celui-ci devra recevoir un document certifiant son statut de réfugié.

9. Le caractère confidentiel de la demande d'asile, des déclarations faites par le requérant ainsi que des autres éléments de son dossier, devra être préservé.

10. Les Etats devront rechercher, selon les formes appropriées, une collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour les questions concernant les demandes d'asile.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS



RECOMMENDATION No. R (81) 16

OF THE COMMITTEE OF MINISTERS TO MEMBER STATES ON THE HARMONISATION OF NATIONAL PROCEDURES RELATING TO ASYLUM

*(Adopted by the Committee of Ministers on 5 November 1981
at the 339th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers, under the terms of Article 15.b of the Statute of the Council of Europe,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members ;

Having regard to the Convention relating to the status of refugees of 28 July 1951 and the Protocol relating to the status of refugees of 31 January 1967 ;

Recalling the liberal and humanitarian attitude of member states of the Council of Europe with regard to asylum seekers and in particular their commitment to the principle of non-refoulement, as evidenced by Resolution (67) 14 on asylum to persons in danger of persecution and the Declaration on Territorial Asylum of 1977 ;

Having regard to Recommendation 787 (1976) of the Consultative Assembly on harmonisation of eligibility practice ;

Bearing in mind the basic requirements on this subject set out by the Executive Committee of the Programme of the United Nations High Commissioner for Refugees ;

Taking into consideration also the general principles on the protection of the individual in relation to the acts of administrative authorities set out in Resolution (77) 31 ;

Desirous to define the guarantees which national procedures for examining asylum requests should offer to applicants and for this purpose to establish common principles,

Recommends the governments of member states to apply the following principles in their law and administrative practice :

1. All asylum requests shall be dealt with objectively and impartially.
2. The decision on an asylum request shall be taken only by a central authority.
3. Clear instructions for dealing with asylum requests with a view to their being forwarded to the central authority shall be given to the authorities responsible for frontier control, as well as to local authorities called upon to deal with such requests. These instructions shall in particular :
 - i. draw the attention of the said authorities especially to the obligation to respect the principle of non-refoulement ;
 - ii. require these authorities to provide the central authority with all possible information with a view to the examination of the request ;

iii. emphasise the need to take into consideration the particular situation in which the asylum seeker finds himself, including, as the case may be, difficulties he might experience in presenting his request.

4. As long as the central authority referred to in paragraph 2 has not taken a decision on the asylum request, the applicant shall be allowed to remain in the territory of the state, unless the competent central authority has established that the request is manifestly based on grounds having no connection with asylum, in particular that it is fraudulent or is related neither to the criteria for the granting of refugee status laid down in Article 1.A(2) of the 1951 Geneva Convention nor to other criteria justifying the granting of asylum.

5. There shall be provision for appeal to a higher administrative authority or to a court of law against the decision on an asylum request. Failing that there shall at least be an effective possibility of having the decision reviewed.

The applicant shall be allowed to remain in the territory while an appeal or review is pending unless facts come to light in the course of the appeal or review procedure which, if they had been known at the time of the initial examination of the request by the central authority, would have led the latter to decide that the request was manifestly based on grounds having no connection with asylum.

6. The applicant shall receive the necessary guidance as to the procedures to be followed and shall be informed of his rights. He shall enjoy the guarantees necessary for presenting his case to the authorities concerned and shall have the right to be heard, when necessary with the assistance of an interpreter ; the intervention of a lawyer shall be permitted at an appropriate stage of the procedure, including procedures on an appeal, as well as the possibility to communicate freely with the office of the United Nations High Commissioner for Refugees and to approach a voluntary agency working for refugees.

7. The decision on an asylum request shall be notified to the applicant ; in the event of an unfavourable decision, he shall be informed in an appropriate manner of the reasons on which the decision is based and of the possibilities of appeal or review open to him.

8. When the applicant is recognised as a refugee, he shall be issued with documentation certifying his refugee status.

9. The confidential character of the asylum request, of declarations made by the applicant and of the other elements in his file shall be protected.

10. States shall seek through appropriate means to co-operate with the office of the United Nations High Commissioner for Refugees with regard to matters concerning asylum requests.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

DÉCLARATION RELATIVE À L'ASILE TERRITORIAL

*(adoptée par le Comité des Ministres le 18 novembre 1977,
lors de la 278^e réunion des Délégués des Ministres)*

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe,

Ayant examiné la situation actuelle dans le domaine de l'asile territorial ;

Tenant compte des principes contenus notamment dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ainsi que dans la Déclaration des Nations Unies sur l'asile territorial de 1967 ;

Agissant dans la poursuite des objectifs contenus dans le Statut du Conseil de l'Europe ;

Ayant à l'esprit la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

Vu la Résolution (67) 14 du 29 juin 1967 ;

Désirant souligner la pratique qui est commune aux Etats membres du Conseil de l'Europe en matière d'asile territorial,

Déclare :

1. Dans l'accomplissement de leurs devoirs humanitaires, les Etats membres du Conseil de l'Europe réaffirment leur intention de maintenir, notamment sur la base des principes énoncés dans la Résolution (67) 14, leur attitude libérale à l'égard des personnes qui cherchent asile sur leur territoire ;
2. Les Etats membres du Conseil de l'Europe, parties à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, réaffirment leur droit d'accorder l'asile à toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, remplit également les autres conditions requises pour bénéficier de ladite convention, ainsi qu'à toute autre personne qu'ils jugeraient dignes de recevoir l'asile pour des raisons humanitaires ;
3. Les Etats membres du Conseil de l'Europe réaffirment que l'octroi de l'asile territorial est un acte pacifique et humanitaire qui ne saurait être considéré comme inamical à l'égard d'un autre Etat et qui devrait être respecté par tous les autres Etats.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS



DECLARATION ON TERRITORIAL ASYLUM

*(Adopted by the Committee of Ministers on 18 November 1977,
at the 278th meeting of the Ministers' Deputies)*

The Committee of Ministers of the Council of Europe,

Having examined the present situation in the field of territorial asylum ;

Taking into account the principles contained in particular in the United Nations Charter, in the Universal Declaration of Human Rights and in the United Nations Declaration on Territorial Asylum of 1967 ;

Acting in pursuance of the objectives contained in the Statute of the Council of Europe ;

Bearing in mind the European Convention on Human Rights,

Having regard to Resolution (67) 14 of 29 June 1967 ;

Wishing to underline the practice which is common to the member states of the Council of Europe in the field of territorial asylum,

Declares :

1. In fulfilling their humanitarian duties, the member states of the Council of Europe reaffirm their intention to maintain, in particular on the basis of the principles set out in Resolution (67) 14, their liberal attitude with regard to persons seeking asylum on their territory ;
2. The member states of the Council of Europe, parties to the 1951 Convention relating to the Status of Refugees, reaffirm their right to grant asylum to any person who, having a well-founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion, also fulfils the other conditions of eligibility for the benefits of that convention, as well as to any other person they consider worthy of receiving asylum for humanitarian reasons ;
3. The member states of the Council of Europe reaffirm that the grant of territorial asylum is a peaceful and humanitarian act and shall not be regarded as an act unfriendly to any other state and shall be respected by all states.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES



RESOLUTION (70) 2

(adoptée par les Délégués des Ministres le 26 janvier 1970)

ACQUISITION PAR LES REFUGIES DE LA NATIONALITE DE LEUR PAYS DE RESIDENCE

Le Comité des Ministres,

1. Ayant considéré la Recommandation 564 de l'Assemblée Consultative à l'acquisition par les réfugiés de la nationalité de leur pays de résidence et ayant été informé de la communication du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés y relative;
2. Partageant les préoccupations de l'Assemblée quant aux problèmes posés par l'existence de plus de 600 000 réfugiés dans les Etats membres du Conseil de l'Europe;
3. Estimant que l'acquisition de la nationalité du pays de résidence par les réfugiés contribuerait efficacement à la solution des problèmes que soulève encore dans de nombreux Etats la perpétuation de leur condition;
4. Rendant hommage à l'action entreprise à cette fin par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés,
5. Décide :
de transmettre la Recommandation 564 aux gouvernements en les invitant à y donner suite dans toute la mesure du possible.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (70) 2

(Adopted by the Ministers' Deputies on 26 January 1970)

ACQUISITION BY REFUGEES OF THE NATIONALITY OF THEIR COUNTRY OF RESIDENCE

The Committee of Ministers,

1. Having considered Recommendation 564 of the Consultative Assembly on the acquisition by refugees of the nationality of their country of residence and having been informed of the communication from the United Nations High Commissioner for Refugees pertaining thereto;
2. Sharing the Assembly's concern over the problems raised by the existence of more than 600,000 refugees in Council of Europe member states;
3. Considering that the acquisition by refugees of the nationality of the country of residence would effectively contribute to solving problems still raised in many states by the perpetuation of their present status;
4. Paying tribute to the action taken to this end by the United Nations High Commissioner for Refugees,
5. Resolves :
to transmit Recommendation 564 to governments, inviting them to take such action on it as is possible for them.

CONSEIL DE L'EUROPE

COMITÉ DES MINISTRES

RESOLUTION (67) 14

(adoptée par les Délégués des Ministres le 29 juin 1967)

ASILE EN FAVEUR DES PERSONNES MENACEES DE PERSECUTION

Le Comité des Ministres,

Considérant la Recommandation 293 (1961) de l'Assemblée concernant le droit d'asile et la Recommandation 434 (1965) de l'Assemblée relative à l'application du droit d'asile aux réfugiés européens;

Conscient de la pratique libérale, fondée sur des considérations humanitaires, déjà suivie en matière d'asile par les gouvernements des Etats membres;

Considérant, en outre, que l'article 3 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales dispose que nul ne peut être soumis à un traitement inhumain;

Souhaitant que les gouvernements membres, dans un esprit humanitaire, fassent individuellement et collectivement tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer aux personnes menacées de persécution la sécurité et la protection qui leur sont nécessaires;

Reconnaissant que les gouvernements membres doivent tenir compte à la fois de leurs obligations résultant de traités internationaux existants et de la nécessité de sauvegarder la sécurité nationale et de protéger la communauté contre des dangers graves,

Recommande aux gouvernements membres de s'inspirer des principes suivants:

1. Ils devraient faire preuve d'un esprit particulièrement libéral et humanitaire à l'égard des personnes qui cherchent asile sur leurs territoires;

2. Ils devraient, dans ce même esprit, assurer qu'aucune personne ne fasse l'objet d'un refus d'admission à la frontière, d'un refoulement, d'une expulsion ou de toute autre mesure qui aurait pour effet de l'obliger à retourner ou à demeurer dans un territoire où elle serait menacée de persécutions du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques;

3. Dans le cas où, afin de sauvegarder la sécurité nationale ou de protéger la communauté contre des dangers graves, un gouvernement membre envisagerait de prendre des mesures qui seraient susceptibles d'avoir un tel effet, il devrait accorder à la personne qui en ferait l'objet, dans toute la mesure du possible et selon les conditions qu'il juge appropriées, la faculté de se rendre dans un autre pays que celui où elle serait menacée de persécution;

4. Au cas où des difficultés surgiraient pour un Etat membre à la suite de son action menée en conformité des recommandations figurant ci-dessus, les gouvernements des autres Etats membres devraient, dans un esprit de solidarité européenne et de responsabilité collective en ce domaine, envisager individuellement ou en coopération, notamment dans le cadre du Conseil de l'Europe, des mesures appropriées afin de surmonter de telles difficultés.

COUNCIL OF EUROPE

COMMITTEE OF MINISTERS

RESOLUTION (67) 14

(Adopted by the Ministers' Deputies on 29th June 1967)

ASYLUM TO PERSONS IN DANGER OF PERSECUTION

The Committee of Ministers,

Considering Recommendation 293 (1961) of the Assembly on the right of asylum and Recommendation 434 (1965) of the Assembly on the granting of the right of asylum to European refugees;

Aware of the liberal practice based on humanitarian considerations already followed in regard to asylum by the Governments of member States;

Considering, moreover, that Article 3 of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms provides that no one shall be subjected to inhuman treatment;

Desirous that member Governments should, in a humanitarian spirit, do all that is possible, individually and collectively, to assure to persons in danger of persecution the security and protection of which they stand in need;

Recognising the need for member Governments to take account both of their obligations under existing international treaties and of the necessity of safeguarding national security and of protecting the community from serious danger,

Recommends that member Governments should be guided by the following principles:

1. They should act in a particularly liberal and humanitarian spirit in relation to persons who seek asylum on their territory;

2. They should, in the same spirit, ensure that no one shall be subjected to refusal of admission at the frontier, rejection, expulsion or any other measure which would have the result of compelling him to return to, or remain in, a territory where he would be in danger of persecution for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion ;

3. If, in order to safeguard national security or protect the community from serious danger, a member Government contemplates taking measures which might entail such consequences, it should, as far as possible and under such conditions as it may consider appropriate, accord to the individual concerned the opportunity of going to a country other than that where he would be in danger of persecution ;

4. Where difficulties arise for a member State in consequence of its action in accordance with the above recommendations, Governments of other member States should, in a spirit of European solidarity and of common responsibility in this field, consider individually, or in co-operation, particularly in the framework of the Council of Europe, appropriate measures in order to overcome such difficulties.

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

THIRTIETH ORDINARY SESSION

RECOMMENDATION 842 (1978)¹

*on the 21st report on the activities of the Office
of the United Nations High Commissioner
for Refugees*

The Assembly,

1. Considering the 21st report on the activities of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (1 January 1976 - 31 December 1977) (Doc. 4179), and the report of its Committee on Population and Refugees in reply (Doc. 4204) ;
2. Expressing appreciation of the work of the High Commissioner and his staff on behalf of refugees in all parts of the world ;
3. Welcoming, in particular, his efforts to facilitate the voluntary repatriation of refugees, or alternatively to promote their integration in countries of first asylum or their resettlement elsewhere, and to promote the reunification of separated refugee families ;
4. Stressing the importance of maintaining high standards for the protection of refugees throughout the world, and of ensuring that these standards are effectively implemented ;
5. Regretting that the United Nations Conference on Territorial Asylum, held in Geneva in February 1977, has been unable to complete its task of considering and adopting a convention on territorial asylum ;
6. Aware, on the one hand, of the increasing financial requirements necessary to UNHCR in order to enable him to perform fully his tasks and, on the other, of the great imbalance in the contributions of participating countries,

1. *Assembly debate* on 30 September 1978 (13th Sitting) (see Doc. 4204, report of the Committee on Population and Refugees).

Text adopted by the Assembly on 30 September 1978 (13th Sitting).

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

TRENTIÈME SESSION ORDINAIRE

RECOMMANDATION 842 (1978)¹

*relative au 21^e rapport sur les activités
du Haut-Commissariat des Nations Unies
pour les réfugiés*

L'Assemblée,

1. Considérant le 21^e rapport sur les activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (1^{er} janvier 1976 - 31 décembre 1977) (Doc. 4179), et le rapport de sa commission de la population et des réfugiés lui portant réponse (Doc. 4204) ;
2. Appréciant l'action du Haut-Commissaire et de son personnel en faveur des réfugiés dans toutes les régions du monde ;
3. Se félicitant, en particulier, des efforts qu'il déploie pour faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés, leur intégration dans les pays de premier asile ou leur réinstallation ailleurs, et pour contribuer au regroupement des familles de réfugiés séparées ;
4. Soulignant la nécessité de maintenir à travers le monde des normes de protection élevées à l'intention des réfugiés, et de veiller à ce qu'elles soient effectivement appliquées ;
5. Regrettant que la Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial, organisée à Genève en février 1977, n'ait pas pu conclure ses discussions ni adopter une convention en la matière ;
6. Consciente, d'une part, des besoins financiers croissants du HCNUR pour qu'il puisse remplir correctement sa mission et, d'autre part, du grand déséquilibre qui existe entre les contributions des pays participants,

1. *Discussion par l'Assemblée* le 30 septembre 1978 (13^e séance) (voir Doc. 4204, rapport de la commission de la population et des réfugiés).

Texte adopté par l'Assemblée le 30 septembre 1978 (13^e séance).



7. Recommends that the Committee of Ministers invite the governments of member states :

i. to have particular regard to the need for maintaining high standards of international protection of refugees, and for ensuring their effective implementation ;

ii. to take appropriate initiatives with a view to the establishment of an equitable scale of contributions to the High Commissioner's assistance budget among countries participating in the activities of his Office ;

8. Further recommends that the Committee of Ministers :

i. consider the possibility of elaborating a European convention on territorial asylum should any initiatives taken in regard to this matter at universal level not lead to any concrete results in the near future ;

ii. give adequate follow-up at an early date to the Assembly recommendations in favour of refugees, now pending.

7. Recommande au Comité des Ministres d'inviter les gouvernements des Etats membres :

i. à veiller tout particulièrement au maintien de normes élevées de protection internationale en faveur des réfugiés, et à leur application effective ;

ii. à préconiser l'établissement d'un barème équitable de contributions au budget d'assistance du Haut-Commissaire entre les pays qui participent aux activités du Haut-Commissariat ;

8. Recommande également au Comité des Ministres :

i. d'envisager l'élaboration d'une convention européenne sur l'asile territorial au cas où d'éventuelles initiatives prises dans ce domaine au niveau universel tarderaient à donner des résultats concrets ;

ii. de donner une suite adéquate et à bref délai aux recommandations de l'Assemblée en faveur des réfugiés, actuellement en instance.

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

TWENTY-NINTH ORDINARY SESSION

RECOMMENDATION 817 (1977)¹

on certain aspects of the right to asylum

The Assembly,

1. Considering that the member states of the Council of Europe have accepted extensive and detailed international law obligations in the field of human rights and fundamental freedoms by the signature of the European Convention on Human Rights ;
2. Considering that compliance with these obligations is subject to supervision by the European Commission of Human Rights and the European Court of Human Rights ;
3. Aware of the liberal practice, based on humanitarian considerations, already followed in the matter of asylum by the governments of the member states ;
4. Recalling its Recommendation 293 (1961), on the right of asylum ;
5. Bearing in mind the UN Convention of 28 July 1951, relating to the Status of Refugees, in particular its Articles 1 and 33, and the Protocol relating to the Status of Refugees of 1967 ;
6. Considering that certain aspects of the right to asylum are relevant to implementation of the European Convention on the Suppression of Terrorism, signed by seventeen Council of Europe member states, of which two (Austria and Sweden) have already ratified it ;
7. Noting that this convention provides for measures to ensure that the authors of acts of terrorism do not escape prosecution and punishment ;
8. Noting that this convention is open to signature only by Council of Europe member states ;

1. *Assembly debate* on 7 October 1977 (10th Sitting) (see Doc. 4021, report of the Legal Affairs Committee).

Text adopted by the Assembly on 7 October 1977 (10th Sitting).

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

VINGT-NEUVIÈME SESSION ORDINAIRE

RECOMMANDATION 817 (1977)¹

relative à certains aspects du droit d'asile

L'Assemblée,

1. Considérant que les Etats membres du Conseil de l'Europe ont accepté des obligations de droit international étendues et précises dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales par la signature de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;
2. Considérant que le respect de ces engagements est placé sous le contrôle de la Commission européenne des Droits de l'Homme et de la Cour européenne des Droits de l'Homme ;
3. Consciente de la pratique libérale, fondée sur des considérations humanitaires, déjà suivie en matière d'asile par les gouvernements des Etats membres ;
4. Rappelant sa Recommandation 293 (1961), relative au droit d'asile ;
5. Rappelant la Convention de l'ONU du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, et en particulier ses articles 1 et 33, et le Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés ;
6. Considérant que certains aspects du droit d'asile ont un rapport avec la mise en œuvre de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, qui a été signée par dix-sept Etats membres du Conseil dont deux (l'Autriche et la Suède) l'ont d'ores et déjà ratifiée ;
7. Estimant que cette convention prévoit des mesures pour que les auteurs des actes de terrorisme n'échappent pas à la poursuite et au châtiment ;
8. Constatant que cette convention est ouverte à la signature des seuls Etats membres du Conseil de l'Europe ;

1. *Discussion par l'Assemblée* le 7 octobre 1977 (10^e séance) (voir Doc. 4021, rapport de la commission des questions juridiques).

Texte adopté par l'Assemblée le 7 octobre 1977 (10^e séance).

9. Considering that, under Article 5, the European Convention on the Suppression of Terrorism may not be used to justify the extradition of a person who has committed an act covered by the convention to a country which he has fled for fear of persecution or prosecution on grounds of race, religion, nationality or political opinion ;

10. Considering that the Convention on the Suppression of Terrorism thus respects the requirements of the European Convention on Human Rights ;

11. Believing that, in cases of extradition to a state which is not a contracting party to the European Convention on Human Rights, care must be taken to ensure that the person concerned is not exposed to the danger of inhuman treatment in the state in question ;

12. Considering it desirable, therefore, that, when doubt arises on this score, the organs established under the European Convention on Human Rights should be empowered to take a decision ;

13. Considering, however, that the guarantees provided by the European Convention on Human Rights can only exercise their full effect in contracting states which have recognised the right of individual application, in accordance with Article 25 of the said convention,

14. Recommends that the Committee of Ministers call on all governments of the member states :

a. to recognise the right of individual application under Article 25 of the European Convention on Human Rights and, if this right is recognised, suspend extradition or expulsion to a non-contracting state in cases where the Commission and, where appropriate, the Court have been called on to take a decision on allegations that the person concerned runs a grave danger of being subjected to treatment incompatible with the requirements of the European Convention on Human Rights in the non-contracting state in question ;

b. to reaffirm their intention of maintaining their liberal attitude towards persons who seek asylum on their territory, on the basis *inter alia* of the principles laid down in Resolution (67) 14 of the Committee of Ministers, and having regard to the provisions of the UN Convention of 28 July 1951, relating to the Status of Refugees, and of its 1967 Protocol.

9. Considérant qu'aux termes de son article 5, la Convention européenne pour la répression du terrorisme ne pourra justifier l'extradition d'une personne ayant commis un acte visé dans cette convention vers le pays qu'elle avait fui par crainte d'être persécutée ou poursuivie pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique ;

10. Considérant que la Convention pour la répression du terrorisme respecte ainsi les exigences de la Convention européenne des Droits de l'Homme ;

11. Estimant qu'il y a lieu, dans le cas d'extradition vers un Etat qui n'est pas Partie Contractante à la Convention européenne des Droits de l'Homme de faire en sorte que la personne concernée ne coure le risque d'un traitement inhumain dans l'Etat tiers ;

12. Considérant, dès lors, souhaitable qu'en cas de doute à ce sujet les organes établis par la Convention européenne des Droits de l'Homme soient en mesure de se prononcer ;

13. Considérant, toutefois, que les garanties prévues par la Convention européenne des Droits de l'Homme ne peuvent déployer leurs pleins effets qu'à l'égard des Etats contractants ayant reconnu le droit de recours individuel, conformément à l'article 25 de ladite convention,

14. Recommande au Comité des Ministres d'inviter tous les gouvernements des Etats membres :

a. à reconnaître le droit de recours individuel prévu à l'article 25 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et, si ce droit est reconnu, à ne pas procéder à l'extradition ou à l'expulsion vers un Etat tiers au cas où la Commission et, le cas échéant, la Cour sont appelées à se prononcer sur les allégations relatives à un risque sérieux d'un traitement non conforme aux exigences de la Convention européenne des Droits de l'Homme dont la personne pourrait faire l'objet dans l'Etat tiers ;

b. à réaffirmer leur intention de maintenir leur attitude libérale à l'égard des personnes qui cherchent asile sur leur territoire, notamment sur la base des principes énoncés dans la Résolution (67) 14 du Comité des Ministres, et tenant compte des dispositions de la Convention de l'ONU du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, et du Protocole additionnel de 1967.

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

TWENTY-EIGHTH ORDINARY SESSION

RECOMMENDATION 795 (1976)¹

*on the 20th report on the activities of
the Office of the United Nations High
Commissioner for Refugees*

The Assembly,

1. Having examined the 20th report on the activities of the Office of the UNHCR (Doc. 3821) ;
2. Paying tribute to the manner in which the High Commissioner and his Office have not only carried out their continuing work of international protection and assistance, but have also adapted and extended their sphere of operations, at the invitation of the UN General Assembly, to provide assistance to displaced persons who face problems similar to those of refugees ;
3. Expressing its warm appreciation of the support given by member governments of the Council of Europe to the work of the High Commissioner both by material and financial contributions and by their response to appeals with respect to the treatment of refugees, in particular by the provision of resettlement opportunities ;
4. Recalling that the Assembly has concerned itself individually with a number of areas of activity examined in the High Commissioner's report, notably the situation in Cyprus and the problem of Chilean refugees ;
5. Emphasising the need for a strict application of the 1951 Convention relating to the status of refugees and the 1967 Protocol, which constitute the basic instruments for the international legal protection of refugees ;

1. Text adopted by the Standing Committee, acting on behalf of the Assembly, on 7 December 1976.

See Doc. 3886, report of the Committee on Population and Refugees.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

VINGT-HUITIÈME SESSION ORDINAIRE

RECOMMANDATION 795 (1976)¹

*relative au 20^e rapport sur les activités
du Haut-Commissariat des Nations Unies
pour les réfugiés*

L'Assemblée,

1. Ayant examiné le 20^e rapport sur les activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Doc. 3821) ;
2. Rendant hommage à la manière dont le Haut-Commissaire et ses collaborateurs se sont acquittés de leur mission permanente de protection et d'assistance internationales, mais ont aussi adapté et étendu leurs domaines d'activité, sur l'invitation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'aide aux personnes déplacées confrontées à des problèmes semblables à ceux des réfugiés ;
3. Se félicitant vivement de l'appui apporté par les gouvernements d'Etats membres du Conseil de l'Europe aux activités du Haut-Commissariat, tant par des contributions en nature et en espèces que par leur réponse aux appels lancés en faveur des réfugiés, notamment sous la forme d'offres de possibilités de réinstallation ;
4. Rappelant que l'Assemblée s'est occupée d'un certain nombre de domaines d'activité évoqués dans le rapport du Haut-Commissaire, notamment de la situation à Chypre et du problème des réfugiés chiliens ;
5. Insistant sur la nécessité d'une application stricte de la Convention de 1951, relative au statut des réfugiés, et du Protocole de 1967, qui constituent les instruments fondamentaux de la protection juridique internationale des réfugiés ;

1. Texte adopté par la Commission Permanente, agissant au nom de l'Assemblée, le 7 décembre 1976.

Voir Doc. 3886, rapport de la commission de la population et des réfugiés.

6. Considering that the principle of non-refoulement, embodied in Article 33 of the 1951 Convention, must always be interpreted as including non-refoulement of persons presenting themselves at the border and seeking asylum ;

7. Aware of the dramatic problems which may face refugees during the period until a decision on the granting of asylum can be taken, and emphasising the importance of granting a right of provisional stay to applicants for asylum ;

8. Welcoming the decision of the UN General Assembly to convene a conference of plenipotentiaries at the beginning of 1977 to consider and adopt a convention on territorial asylum, and emphasising the importance of ensuring that the provisions of the convention will meet the high standards established by the practice of states Members of the Council of Europe ;

9. Concerned by the plight of Chilean and other Latin-American refugees, for whom additional resettlement opportunities are urgently required ;

10. Alarmed at the fact that since the events in Chile an increasing part of the assistance provided by the Office of the UNHCR has more recently been absorbed by events in Argentina, where the deterioration of the human rights situation has placed in jeopardy the lives and physical integrity not only of refugees from other countries of South America but also of Argentinians themselves,

11. Recommends that the Committee of Ministers :

i. organise an exchange of views as a matter of urgency, in order to examine ways and means of encouraging member governments which participate in the conference of plenipotentiaries to adopt a liberal attitude on the draft Convention on Territorial Asylum, thus ensuring that the convention will give full legal recognition to the practice of granting asylum, in keeping with paragraph 11 of Recommendation 434 (1965) of the Assembly ;

ii. invite the governments of the member states :

a. to make every effort to ensure that the principle of non-refoulement, as defined above, receives adequate recognition in the text of the convention ;

6. Considérant que le principe du « non-refoulement », incorporé dans l'article 33 de la Convention de 1951, doit toujours être interprété comme englobant le non-refoulement de personnes qui se présentent à la frontière et cherchent asile ;

7. Consciente des problèmes dramatiques en présence desquels peuvent se trouver des réfugiés tant qu'une décision relative à l'octroi d'asile n'a pas été prise, et insistant sur l'importance qui s'attache à l'octroi d'un droit de séjour provisoire à ceux qui demandent asile ;

8. Se félicitant de la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies de réunir dans les premiers mois de 1977 une conférence de plénipotentiaires en vue d'examiner et d'adopter une convention sur l'asile territorial, et soulignant qu'il importe de veiller à ce que les dispositions de la convention correspondent aux normes élevées résultant de la pratique des Etats membres du Conseil de l'Europe ;

9. Préoccupée par la situation des réfugiés chiliens et d'autres pays d'Amérique latine, pour lesquels il convient de trouver d'urgence des possibilités supplémentaires de réinstallation ;

10. Inquiète de ce que, depuis les événements au Chili, une part croissante de l'aide fournie par le Haut-Commissariat a, plus récemment, été absorbée par les événements en Argentine où, en raison de la détérioration de la situation du point de vue des droits de l'homme, la vie et l'intégrité physique non seulement de réfugiés d'autres pays d'Amérique du Sud, mais de citoyens argentins eux-mêmes se trouvent menacées,

11. Recommande au Comité des Ministres :

i. d'organiser sans tarder un échange de vues, afin d'étudier les moyens d'encourager les gouvernements des Etats membres qui participeront à la conférence des plénipotentiaires à adopter une attitude libérale à l'égard du projet de convention sur l'asile territorial, de telle sorte que la convention confère la pleine sanction juridique à la pratique du droit d'asile, comme le préconisait le paragraphe 11 de la Recommandation 434 (1965) de l'Assemblée ;

ii. d'inviter les gouvernements des Etats membres :

a. à tout mettre en œuvre pour que le principe du non-refoulement, tel qu'il est défini ci-dessus, soit reconnu de manière appropriée dans le texte de la convention ;

b. to respond as generously as possible to the appeals of the UNHCR for additional resettlement opportunities to be given to Latin-American refugees, in particular to persons now facing persecution in Argentina, as well as to displaced persons remaining on the high seas off Indo-China ;

c. to ensure so far as possible that adequate funds are made available for the High Commissioner's special programmes with respect to Indo-China and for repatriation of refugees from former Portuguese territories in Africa ;

d. to ratify, if they have not already done so, the 1961 Convention on the Reduction of Statelessness, the 1973 Protocol to the Agreement relating to Refugee Seamen, and the 1959 European Agreement on the Abolition of Visas for Refugees.

b. à répondre le plus généreusement possible à l'appel du Haut-Commissaire pour que de nouvelles possibilités de réinstallation soient offertes aux réfugiés d'Amérique latine, en particulier aux personnes soumises actuellement à des persécutions en Argentine, ainsi qu'aux personnes déplacées bloquées en haute mer au large de l'Indochine ;

c. à veiller dans toute la mesure du possible à ce que des fonds suffisants soient mis à la disposition des programmes spéciaux du Haut-Commissaire concernant l'Indochine et le rapatriement des réfugiés des anciens territoires portugais d'Afrique ;

d. à ratifier, s'ils ne l'ont pas déjà fait, les instruments internationaux suivants : la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, le Protocole de 1973 à l'Arrangement relatif aux marins réfugiés, et l'Accord européen de 1959 relatif à la suppression des visas pour les réfugiés.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMALARI

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

TWENTY-EIGHTH ORDINARY SESSION

RECOMMENDATION 787 (1976)¹

*on harmonisation of eligibility practice
under the 1951 Geneva Convention
on the Status of Refugees
and the 1967 Protocol*

The Assembly,

1. Considering that, although refugee status is founded upon the provisions of a number of international conventions, eligibility for this status in individual cases is determined in substantially different ways in different states ;
2. Observing that not all European states parties to these instruments have established a formal procedure for the examination of applications, and that the national procedures which have been established do not conform to a single pattern ;
3. Concerned about the widely differing recognition rates in the various states, which are the result of the adoption of different criteria and, in part, of reliance upon inadequate information ;
4. Noting that refugee status granted in one state is not necessarily recognised in other states parties to the same conventions, and that a greater uniformity of eligibility practice would contribute towards a greater willingness to grant such mutual recognition ;
5. Bearing in mind the recommendations formulated by the European Consultation on Refugees and Exiles in Europe, held in Geneva in January 1976, and in particular those which call for action by the Council of Europe,

1. Text adopted by the Assembly by the tacit adoption procedure on 16 September 1976.

See Doc. 3831, report of the Committee on Population and Refugees.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

VINGT-HUITIÈME SESSION ORDINAIRE

RECOMMANDATION 787 (1976)¹

*sur l'harmonisation de la pratique
en matière d'éligibilité, conformément
à la Convention de Genève de 1951
relative au statut des réfugiés,
et au Protocole de 1967*

L'Assemblée,

1. Considérant que, bien que le statut de réfugié soit fondé sur les dispositions de plusieurs conventions internationales, l'éligibilité à ce statut dans tel ou tel cas est déterminée selon des modalités très différentes d'un Etat à l'autre ;
2. Constatant que les Etats européens parties à ces instruments n'ont pas tous établi une procédure officielle pour l'examen des demandes, et que les procédures nationales qui ont été instituées ne suivent pas un système unique ;
3. Préoccupée par la forte variation des taux de reconnaissance d'un Etat à l'autre, qui est le résultat de l'adoption de critères différents et en partie de décisions fondées sur une information insuffisante ;
4. Notant que le statut de réfugié accordé dans un Etat n'est pas nécessairement reconnu dans les autres Etats parties aux mêmes conventions et qu'une plus grande uniformité de la pratique en matière d'éligibilité favoriserait une telle reconnaissance mutuelle ;
5. Tenant compte des recommandations formulées par la Consultation européenne sur les réfugiés et les exilés en Europe, qui a eu lieu à Genève en janvier 1976, et notamment de celles qui appellent une action de la part du Conseil de l'Europe,

1. Texte adopté par l'Assemblée, selon la procédure d'adoption sans débat, le 16 septembre 1976.

Voir Doc. 3831, rapport de la commission de la population et des réfugiés.

6. Recommends that the Committee of Ministers consider :

a. the inclusion in the revised medium-term plan, as an objective within field VIII (co-operation in the legal field), of the harmonisation of eligibility practice, in application of the 1951 Geneva Convention and 1967 Protocol, relating to the status of refugees ;

b. the creation for a limited period of an *ad hoc* committee of experts to examine the most appropriate means for the realisation of the objective mentioned in a and for further work on the legal questions relating to international refugees.

6. Recommande au Comité des Ministres d'étudier .

a. l'inclusion dans le plan à moyen terme révisé, en tant qu'un des objectifs du domaine VIII (coopération dans le domaine juridique), de l'harmonisation de la pratique en matière d'éligibilité en application de la Convention de Genève de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés ,

b. la création pour une période limitée, d'un comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les moyens les plus appropriés d'atteindre l'objectif énoncé sous a et d'entreprendre de nouveaux travaux sur les questions juridiques concernant les réfugiés internationaux.

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

TWENTY-SEVENTH ORDINARY SESSION

RECOMMENDATION 775 (1976)¹

*on the preparation of an agreement concerning
the transfer of responsibility for refugees
who move lawfully from one member
state of the Council of Europe
to another*

The Assembly,

1. Considering that the question of the transfer of responsibility for refugees who move lawfully from one member state to another, in particular with regard to the issuing of travel documents to them, frequently creates difficulties ;
2. Considering that paragraphs 6 and 11 of the Schedule of the Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951 give rise to differing interpretations ;
3. Considering that several member states of the Council of Europe have concluded bilateral agreements on this subject ;
4. Considering, however, that these agreements differ considerably in substance, and are applicable between certain member states only ;
5. Considering that a uniform regulation of this problem by means of a multilateral agreement between the member states of the Council of Europe is highly desirable ;
6. Recalling also the importance of the European Agreement on the Abolition of Visas for Refugees adopted by the Council of Europe, and hoping that this instrument will be ratified in the near future by those member states which have not yet done so, namely Austria, Cyprus, Greece, Malta and Turkey,

1. *Text adopted by the Assembly* by the tacit adoption procedure on 27 January 1976.

See Doc. 3703, report of the Committee on Population and Refugees.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

VINGT-SEPTIÈME SESSION ORDINAIRE

RECOMMANDATION 775 (1976)¹

*relative à l'élaboration d'un accord
concernant le transfert de responsabilité
pour les réfugiés passant légalement d'un
Etat membre du Conseil de l'Europe
dans un autre*

L'Assemblée,

1. Considérant que la question du transfert de responsabilité dans le cas de réfugiés passant légalement d'un Etat membre dans un autre donne fréquemment lieu à des difficultés, particulièrement en ce qui concerne la délivrance de documents de voyage ;
2. Considérant que les paragraphes 6 et 11 de l'annexe à la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 sont susceptibles d'interprétations différentes ;
3. Considérant que plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe ont conclu des accords bilatéraux sur ce sujet ;
4. Considérant, toutefois, que ces accords diffèrent considérablement en substance, et qu'ils ne sont applicables qu'entre certains Etats membres ;
5. Considérant qu'un règlement uniforme de ce problème par un accord multilatéral entre les Etats membres du Conseil de l'Europe est hautement souhaitable ;
6. Rappelant également l'importance de l'Accord européen relatif à la suppression des visas pour les réfugiés adopté par le Conseil de l'Europe, et espérant que cet instrument sera ratifié dans un proche avenir par les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à savoir l'Autriche, Chypre, la Grèce, Malte et la Turquie,

1. *Texte adopté par l'Assemblée* selon la procédure d'adoption sans débat le 27 janvier 1976.

Voir Doc. 3703, rapport de la commission de la population et des réfugiés.



7. Recommends that the Committee of Ministers instruct a committee of government experts to prepare an agreement on the transfer of responsibility for refugees who move legally from one member state to another.

7. Recommande au Comité des Ministres de charger un comité d'experts gouvernementaux de préparer un accord sur le transfert de responsabilité pour les réfugiés passant légalement d'un Etat membre dans un autre.

PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

TWENTY-SEVENTH ORDINARY SESSION

RECOMMENDATION 773 (1976)¹
on the situation of de facto refugees

The Assembly,

1. Considering that in the Council of Europe member states there are a considerable number of persons not recognised as refugees within the meaning of Article 1 of the Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951 as amended by the Protocol of 31 January 1967 and who are unable or unwilling for political, racial, religious or other valid reasons to return to their countries of origin (*de facto* refugees) ;
2. Observing that the special situation of these persons often creates problems, for example with respect to residence permits and employment opportunities in the host country ;
3. Being of the opinion that these persons, in view of their inability or unwillingness to return to their country of origin, need a more favourable treatment than that accorded to aliens in general ;
4. Considering that it is highly desirable that their treatment in the Council of Europe member states should be as uniform as possible,
5. Recommends that the Committee of Ministers :
 - I. instruct the competent committee of government experts to prepare an appropriate instrument, preferably an agreement, on *de facto* refugees, covering the following points :
 - a. to provide for the granting of residence and work permits ;

1. *Assembly debate* on 26 January 1976 (19th Sitting) (see Doc. 3642, report of the Committee on Population and Refugees).

Text adopted by the Assembly on 26 January 1976 (19th Sitting).

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

VINGT-SEPTIÈME SESSION ORDINAIRE

RECOMMANDATION 773 (1976)¹
relative à la situation des réfugiés de facto

L'Assemblée,

1. Considérant que les Etats membres du Conseil de l'Europe comptent un nombre important de personnes non reconnues comme réfugiés au sens de l'article 1^{er} de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, amendée par le Protocole du 31 janvier 1967, et qui, pour des motifs d'ordre politique, racial, religieux ou pour d'autres raisons valables, ne peuvent ou ne veulent pas retourner dans leur pays d'origine (réfugiés *de facto*) ;
2. Constatant que la situation particulière de ces personnes entraîne très souvent des difficultés, notamment en ce qui concerne l'obtention d'un permis de séjour et les possibilités de travail dans le pays d'accueil ;
3. Etant d'avis que ces personnes, du fait de leur impossibilité ou de leur refus de retourner dans leur pays d'origine, méritent un traitement plus favorable que celui accordé aux étrangers en général ;
4. Considérant hautement souhaitable que le traitement des réfugiés *de facto* dans les Etats membres du Conseil de l'Europe soit aussi uniforme que possible,
5. Recommande au Comité des Ministres :
 - I. de charger le comité d'experts gouvernementaux compétent d'élaborer un instrument approprié, de préférence un accord, sur les réfugiés *de facto*, prévoyant notamment :
 - a. la délivrance des permis de séjour et de travail ;

1. *Discussion par l'Assemblée* le 26 janvier 1976 (19^e séance) (voir Doc. 3642, rapport de la commission de la population et des réfugiés).

Texte adopté par l'Assemblée le 26 janvier 1976 (19^e séance).

b. to make applicable to *de facto* refugees as many articles as possible of the Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, especially those relating to wage-earning employment (Article 17), public relief (Article 23), labour legislation and social security (Article 24), as well as the provisions concerning refugees unlawfully in the country of refuge (Article 31), expulsion (Article 32) and, especially, prohibition of expulsion or return (Article 33) ;

c. to enable *de facto* refugees to find adequate housing ;

d. to extend as far as possible the recognition of professional qualifications, particularly those pertaining to the liberal professions ;

e. to enable *de facto* refugees to receive language and vocational training free of charge, and to award grants and scholarships to students ;

f. to issue to *de facto* refugees not possessing valid travel documents, travel documents enabling them to travel abroad and to return to the issuing country, and to exempt holders of these documents from visa charges ;

II. invite member governments:

i. to apply *liberally* the definition of "refugee" in the Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951 as amended by the Protocol relating to the Status of Refugees of 31 January 1967 ;

ii. a. not to expel *de facto* refugees unless they will be admitted by another country where they do not run the risk of persecution ;

b. not to refuse admission and residence to persons who have found "protection or asylum elsewhere", unless they will in fact be admitted by another country ;

iii. not to subject *de facto* refugees to restrictions regarding their political activities—with the exception of political rights in the strict sense which depend upon possessing the nationality of the country of residence—other than those applicable to their own nationals.

b. l'application aux réfugiés *de facto* du plus grand nombre possible d'articles de la Convention du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, en particulier ceux concernant les professions salariées (article 17), l'assistance publique (article 23), la législation du travail et la sécurité sociale (article 24), ainsi que les dispositions concernant les réfugiés en situation irrégulière dans le pays d'accueil (article 31), l'expulsion (article 32) et, surtout, la défense d'expulsion et de refoulement (article 33) ;

c. des possibilités pour les réfugiés *de facto* de trouver un logement convenable ;

d. la reconnaissance dans la plus large mesure possible des qualifications professionnelles, en particulier celles concernant les professions libérales ;

e. des possibilités pour les réfugiés *de facto* de recevoir gratuitement une formation linguistique et professionnelle, et l'attribution de subventions et de bourses aux étudiants ;

f. la délivrance aux réfugiés *de facto* ne possédant pas de titres de voyage valides, des titres de voyage qui leur permettent de se rendre à l'étranger et de rentrer dans le pays de délivrance, et l'exemption des titulaires de ces titres des frais de visa ;

II. d'inviter les gouvernements des Etats membres:

i. à appliquer la définition du terme « réfugié » donnée par la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, amendée par le Protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés, *dans un esprit libéral* ;

ii. a. à ne pas expulser les réfugiés *de facto*, à moins qu'ils ne soient admis par un autre pays où ils ne risquent pas la persécution ;

b. à ne pas refuser l'admission et le droit de résidence à des personnes ayant trouvé « protection ou asile ailleurs », à moins qu'elles ne soient admises en réalité par un autre pays ;

iii. à ne pas assujettir les activités politiques des réfugiés *de facto* à d'autres restrictions que celles applicables à leurs propres nationaux, sous réserve des droits politiques proprement dits liés à la nationalité du pays de séjour.

**CONSULTATIVE ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE**

TWENTY-FIRST ORDINARY SESSION

RECOMMENDATION 564 (1969)¹

***on the acquisition by refugees of
the nationality of their country
of residence***

The Assembly,

1. Recalling the great interest of the Council of Europe in the solution of the problems of European refugees of whom there are still over 620,000 in Council of Europe member states;
2. Recalling the action taken by the Committee of Ministers of the Council of Europe in promoting the launching of a material assistance programme for European refugees in its Resolution (54) 15, and in giving its further support to the United Nations High Commissioner for Refugees in Resolution (62) 40 with a view to bringing the material assistance problems of "old" European refugees to a successful conclusion;
3. Noting with appreciation that through the combined efforts of governments of the member states of the Council of Europe, the United Nations High Commissioner for Refugees and voluntary agencies, the overwhelming majority of European refugees in the member states of the Council of Europe have now reached a satisfactory economic

1. *Assembly debate* on 30 September 1969 (9th Sitting) (see Doc. 2620, report of the Committee on Population and Refugees).

Text adopted by the Assembly on 30 September 1969 (9th Sitting).

**ASSEMBLÉE CONSULTATIVE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE**

VINGT ET UNIÈME SESSION ORDINAIRE

RECOMMANDATION 564 (1969)¹

***relative à l'acquisition, par les réfugiés,
de la nationalité de leur pays
de résidence***

L'Assemblée,

1. Rappelant l'importance attachée par le Conseil de l'Europe à la solution des problèmes des réfugiés européens qui sont encore quelque 620 000 dans les Etats membres du Conseil de l'Europe;
2. Rappelant les mesures prises par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, dans sa Résolution (54) 15, en vue de mettre sur pied un programme d'aide matérielle aux réfugiés européens et l'appui qu'il a apporté au Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés dans sa Résolution (62) 40 afin que soit apportée une solution satisfaisante aux problèmes que pose l'assistance matérielle aux anciens réfugiés européens;
3. Notant avec satisfaction que, grâce aux efforts conjugués des gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe, du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et d'organisations bénévoles, la grande majorité des réfugiés européens dans les Etats membres du Conseil de l'Europe sont maintenant dans une situation éco-

1. *Discussion par l'Assemblée* le 30 septembre 1969 (9^e séance) (voir Doc. 2620, rapport de la commission de la population et des réfugiés).

Texte adopté par l'Assemblée le 30 septembre 1969 (9^e séance).

and social position in their country of residence and are by and large self-supporting;

4. Considering that they will nevertheless remain refugees, with all the handicaps that this entails, until such time as they return to their country of origin or they acquire the nationality of their country of residence;

5. Further considering that, having been so closely associated with the measures of assistance put into effect for these refugees throughout the first two decades of its existence, the Council of Europe could appropriately support the High Commissioner for Refugees in bringing the problems of European refugees in member states to a satisfactory conclusion by helping them, to the largest extent possible, to cease to be refugees if they wish to acquire the nationality of their country of residence;

6. Considering that the problem of the children of refugees is particularly serious in view of the risk that these children who frequently have never lived in their country of origin might remain refugees;

7. Noting that nearly all member states of the Council of Europe have already ratified the 1951 Convention of the United Nations relating to the status of refugees under Article 34 of which they undertake as far as possible to facilitate the assimilation and naturalisation of refugees, while, at the same time, making every effort to expedite naturalisation proceedings and to reduce, as far as possible, the charges and costs of such proceedings;

8. Noting that the foregoing considerations likewise apply *mutatis mutandis*, to certain stateless persons who are not refugees,

9. Recommends that the Committee of Ministers, with a view to avoiding any per-

nomique et sociale satisfaisante dans leur pays de résidence et, en général, pourvoient eux-mêmes à leurs besoins;

4. Considérant qu'ils demeureront néanmoins des réfugiés, avec tous les inconvénients que cela comporte, tant qu'ils ne seront pas rentrés dans leur pays d'origine ou qu'ils n'auront pas acquis la nationalité de leur pays de résidence;

5. Considérant, en outre, que le Conseil de l'Europe, qui a été étroitement associé aux mesures prises en faveur de ces réfugiés au cours des vingt années de son existence, serait bien placé pour soutenir l'action du Haut Commissaire pour les Réfugiés visant à résoudre de manière satisfaisante les problèmes des réfugiés européens dans les Etats membres en les aidant, dans toute la mesure du possible, à cesser d'être des réfugiés s'ils désirent acquérir la nationalité de leur pays de résidence;

6. Considérant que le problème posé par les enfants de réfugiés est particulièrement grave du fait que ces enfants, qui souvent n'ont jamais vécu dans leur pays d'origine, risquent de demeurer des réfugiés;

7. Notant que presque tous les Etats membres du Conseil de l'Europe ont déjà ratifié la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés, à l'article 34 de laquelle ils s'engagent à faciliter, dans toute la mesure du possible, l'assimilation et la naturalisation des réfugiés, tout en cherchant à écourter les formalités à accomplir en vue de la naturalisation et à réduire, autant que possible, les frais occasionnés par ces formalités;

8. Constatant que les considérations qui précèdent s'appliquent également *mutatis mutandis* à certains apatrides qui ne sont pas des réfugiés,

9. Recommande au Comité des Ministres, afin d'éviter que les problèmes des

petuation of the problems of European refugees, invite member governments :

(i) to facilitate naturalisation :

(a) by a liberal interpretation of the legal requirements in respect of assimilation of refugees, taking particularly into account their total period of residence in the host country and the fact that most of them have adopted the way of life of the community which has welcomed them;

(b) by making every effort to remove, or at least reduce, legal obstacles to naturalisation, such as the minimum period of residence when it exceeds five years, the cost of naturalisation fees when it exceeds the financial possibilities of the majority of refugees, the length of time elapsing between the receipt of applications for naturalisation and their consideration, and the requirement that refugees should prove loss of their former nationality;

(ii) to accede to the United Nations Convention of 1961 on the reduction of statelessness and to treat *de facto* stateless refugees as though they were stateless *de jure*, in accordance with the resolution passed by the Conference of Plenipotentiaries which adopted the afore-mentioned convention;

(iii) to adopt provisions in national legislation with a view to enabling refugee children, born in a country to which their parents came as refugees, to obtain the nationality of that country at birth and refugee youths to obtain the nationality of their country of residence at their request at the latest upon their coming of age;

(iv) to grant refugees married to a national of the country of residence special facilities for acquiring the nationality of their spouse.

réfugiés européens se perpétuent, d'inviter les gouvernements membres :

(i) à faciliter la naturalisation :

(a) par une interprétation très large des exigences d'ordre juridique concernant l'assimilation des réfugiés, en tenant particulièrement compte de la durée totale de leur résidence dans le pays d'accueil et du fait que la plupart d'entre eux ont adopté le mode de vie de la communauté qui les a accueillis;

(b) en s'efforçant par tous les moyens de supprimer, ou du moins de réduire, les obstacles d'ordre juridique à la naturalisation, tels que la durée minimum de résidence lorsque celle-ci dépasse cinq ans, les frais de naturalisation lorsqu'ils dépassent les moyens financiers de la majorité des réfugiés, la période de temps entre le moment où les demandes de naturalisation sont reçues et celui où elles sont examinées, et l'exigence de la preuve par les réfugiés de la perte de leur ancienne nationalité;

(ii) à adhérer à la Convention des Nations Unies de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie et à traiter les réfugiés apatrides *de facto* comme s'ils étaient des apatrides *de jure*, conformément à la résolution votée par la Conférence des plénipotentiaires qui a adopté la Convention susmentionnée;

(iii) à introduire dans la législation nationale des dispositions tendant à permettre aux enfants réfugiés nés dans un pays où leurs parents sont venus comme réfugiés d'obtenir la nationalité de ce pays à la naissance, et aux adolescents réfugiés d'obtenir, s'ils le demandent, la nationalité de leur pays de résidence au plus tard à leur majorité;

(iv) à accorder aux réfugiés qui ont épousé un ressortissant du pays de résidence toutes les facilités possibles pour acquérir la nationalité de leur conjoint.

**CONSULTATIVE ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE**

SEVENTEENTH ORDINARY SESSION

**RECOMMENDATION 434 (1965)¹
on the granting of the right of asylum
to European refugees**

The Assembly,

1. Considering that the right of asylum is an integral part of the common heritage of European traditions ;
2. Considering the liberal practice in regard to asylum in the member States of the Council of Europe ;
3. Considering Article 3 of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms which, by prohibiting inhuman treatment, binds Contracting Parties not to return refugees to a country where their life or freedom would be threatened ;
4. Considering that this interpretation, sanctioned by several courts in the Contracting States and, above all, by the European Commission of Human Rights, deserves the attention of all the member States of the Council of Europe since it establishes effective legal protection of the right of asylum or, at least, of the right of a refugee not to be returned ;

1. *Assembly Debate* on 1st October 1965 (15th Sitting) (see Doc. 1986, report of the Committee on Population and Refugees).

Text adopted by the Assembly on 1st October 1965 (15th Sitting).

**ASSEMBLÉE CONSULTATIVE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE**

DIX-SEPTIÈME SESSION ORDINAIRE

**RECOMMANDATION 434 (1965)¹
relative à l'application du droit d'asile
aux réfugiés européens**

L'Assemblée,

1. Considérant que le droit d'asile fait partie intégrante du patrimoine commun que représentent les traditions européennes ;
2. Considérant la pratique libérale d'asile en vigueur dans les pays membres du Conseil de l'Europe ;
3. Considérant l'article 3 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, qui en interdisant le traitement inhumain impose aux parties contractantes de ne point renvoyer les réfugiés dans un pays où ils craindraient pour leur vie ou leur liberté ;
4. Considérant que cette interprétation, consacrée par plusieurs juridictions des Etats contractants et, surtout, par la Commission européenne des Droits de l'Homme, mérite de retenir l'attention de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, car elle aboutit à instituer une protection judiciaire efficace du droit d'asile, ou tout au moins du droit pour un réfugié de ne pas être refoulé ;

1. *Discussion par l'Assemblée* le 1^{er} octobre 1965 (15^e séance) (voir Doc. 1986, rapport de la commission de la Population et des Réfugiés).

Texte adopté par l'Assemblée le 1^{er} octobre 1965 (15^e séance).

5. Considering Article 14 of the United Nations Universal Declaration of Human Rights and the draft Declaration on the right of asylum, adopted on 15th March 1960 by the United Nations Economic and Social Council and still pending before the General Assembly of the United Nations ;

6. Considering the relevant provisions of the 1951 Convention relating to the status of refugees ;

7. Noting the efforts made by the High Commissioner for Refugees in regard to the international protection of refugees ;

8. Having learned, however, that recently persons, in particular young people who had sought the granting of asylum, had been expelled in several cases as a result of a misunderstanding as to the real motive underlying their decision;

9. Expressing its grave concern over this matter ;

10. Recalling its Recommendation 293 advocating that an Article on the right of asylum be embodied in a Protocol to the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms,

11. Recommends the Committee of Ministers :

- (i) to instruct the Committee of Experts on Human Rights to continue and speed up its work on the right of asylum with a view to the elaboration of an international instrument designed to give full legal recognition to the practice of granting asylum in member States ;
- (ii) to invite member Governments, pending

5. Considérant d'autre part l'article 14 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies et le projet de Déclaration sur le droit d'asile, adopté le 15 mars 1960 par le Conseil Economique et Social des Nations Unies et toujours en instance devant l'Assemblée Générale des Nations Unies ;

6. Considérant les dispositions pertinentes de la Convention de 1951 relatives au statut des réfugiés ;

7. Prenant acte des efforts déployés par le H.C.R. dans l'exercice de ses fonctions de protection internationale des réfugiés ;

8. Ayant cependant appris que, dans les derniers temps, des personnes, notamment des jeunes gens, qui avaient demandé l'octroi de l'asile avaient été refoulés dans plusieurs cas, par suite de malentendus quant aux motifs qui auraient présidé à leur décision ;

9. Exprimant sa vive préoccupation à ce sujet ;

10. Rappelant sa Recommandation 293 préconisant l'insertion d'un article concernant le droit d'asile dans un Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales,

11. Recommande au Comité des Ministres :

- (i) de charger le comité d'experts en matière de droits de l'homme de poursuivre et d'accélérer ses travaux sur le droit d'asile, en s'orientant vers un instrument international susceptible de conférer la pleine sanction juridique à la pratique du droit d'asile dans les pays membres ;
- (ii) d'inviter les gouvernements des pays

the conclusion of this instrument, to take immediate steps :

- to guarantee refugees the right not to be returned to a country where they would be in danger of persecution (recognition of the principle of prohibition of return (*non-refoulement*)) ;

- to afford such refugees at least temporary asylum with a view to their admission to another country, in cases where a given country does not feel in a position to grant them permanent asylum for reasons of national security or safeguarding of the population ;

(iii) to invite member Governments to give a liberal interpretation to the concept of refugee, due regard being had to the situation obtaining in the country of origin and to the terms of Recommendation E of the Final Act of the Conference of Plenipotentiaries which signed the 1951 Convention relating to the status of refugees.

membres en attendant la conclusion dudit instrument à prendre d'urgence toutes mesures appropriées en vue :

- d'assurer aux réfugiés le droit de ne pas être renvoyés dans un pays où ils risqueraient d'être persécutés (reconnaissance du principe de non-refoulement) ;

- d'accorder auxdits réfugiés au moins un asile provisoire en vue de leur admission dans un autre pays, au cas où un pays estimerait ne pas pouvoir leur accorder le bénéfice de l'asile permanent pour des raisons de sécurité nationale ou de protection de la population ;

(iii) d'inviter les gouvernements des pays membres à donner au concept de réfugié une interprétation libérale tenant compte notamment de la situation existant dans le pays d'origine ainsi que des termes de la Recommandation E de l'Acte final de la Conférence des Plénipotentiaires qui ont signé la Convention relative au statut des réfugiés de 1951.

CONSULTATIVE ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

THIRTEENTH ORDINARY SESSION

RECOMMENDATION 293 (1961)¹

on the right of asylum

The Assembly,

Recalling its Recommendation 234 proposing the conclusion of a Second Protocol to the European Convention on Human Rights;

Considering the tradition which already obtains in member States of according asylum to political refugees and believing that it is now appropriate to give legal recognition to this practice more particularly as the enjoyment by political refugees of human rights and fundamental freedoms may depend on their being granted asylum;

Considering that it is desirable that member States should confer upon such persons a right to seek, receive and enjoy asylum to the extent compatible with safeguarding their own legitimate interest;

Having considered the Report of its Legal Committee (Doc. 1329),

Recommends to the Committee of Ministers :

1. that it should instruct the Committee of Government Experts which has already been entrusted with the task of studying problems relating to the European Conven-

1. *Assembly debate* on 26th September 1961 (15th Sitting) (see Doc. 1329, Report of the Legal Committee).

Text adopted by the Assembly on 26th September 1961 (15th Sitting).

ASSEMBLÉE CONSULTATIVE
DU
CONSEIL DE L' EUROPE

TREIZIÈME SESSION ORDINAIRE

RECOMMANDATION 293 (1961)¹

relative au droit d' asile

L'Assemblée,

Rappelant sa Recommandation 234 par laquelle elle proposait la conclusion d'un deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne des Droits de l'Homme;

Considérant qu'il est de tradition dans les États membres d'accorder asile aux réfugiés politiques, et estimant qu'il convient maintenant de donner une sanction juridique à cette pratique, d'autant plus que, pour les réfugiés politiques, la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales peut dépendre de l'octroi du droit d'asile;

Considérant qu'il est souhaitable que, dans la mesure compatible avec la sauvegarde de leurs intérêts légitimes, les États membres confèrent à ces personnes le droit de chercher asile, de recevoir asile et de bénéficier de l'asile;

Ayant examiné le rapport de sa commission juridique (Doc. 1329),

Recommande au Comité des Ministres :

1. de charger le comité d'experts gouvernementaux qui a déjà reçu pour mandat d'examiner les problèmes relatifs à la Convention européenne des Droits de l'Homme

1. *Discussion par l'Assemblée* le 26 septembre 1961 (15^e séance) (voir Doc. 1329, rapport de la commission juridique).

Texte adopté par l'Assemblée le 26 septembre 1961 (15^e séance).

tion on Human Rights to include in the Second Protocol to the Convention an Article on the right of asylum based on the attached draft;

2. that it should submit the draft Protocol prepared by the Committee of Experts to the Assembly for an opinion before signature by member Governments.

**Draft for an article relating to
the right of asylum
to be included in the Second Protocol
to the Convention for the Protection of
Human Rights and Fundamental Freedoms**

ARTICLE . . .

1. Everyone has the right to seek and to enjoy in the territories of High Contracting Parties asylum from persecution.
2. This right may not be invoked in the case of prosecutions genuinely arising from non-political offences.
3. No one seeking or enjoying asylum in accordance with paragraphs 1 and 2 of this Article shall, except for overriding reasons of national security or safeguarding of the population, be subjected to measures such as rejection at the frontier, return or expulsion which would result in compelling him to return to or remain in a territory if there is well-founded fear of persecution endangering his life, physical integrity or liberty in that territory.
4. If a High Contracting Party rejects, returns or expels a person seeking or enjoying asylum in accordance with paragraphs 1 and 2 of this Article, it shall allow such person a reasonable period and the necessary facilities to obtain admission into another country.

d'inclure dans le deuxième protocole à la Convention un article concernant le droit d'asile, en s'inspirant du projet ci-joint;

2. de soumettre, pour avis, à l'Assemblée le projet de protocole établi par le comité d'experts avant sa signature par les gouvernements des Etats membres.

**Projet d'article concernant le droit d'asile,
à inclure dans le deuxième Protocole
additionnel à la Convention de sauvegarde
des Droits de l'Homme et des
Libertés fondamentales**

ARTICLE . . .

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile sur le territoire des Hautes Parties Contractantes.
2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur une infraction de droit commun.
3. Aucune personne cherchant asile ou bénéficiant de l'asile en conformité avec les paragraphes 1 et 2 du présent article ne sera, sauf pour des raisons majeures de sécurité nationale ou de protection de la population, soumise à des mesures telles que refus d'admission à la frontière, refoulement ou expulsion, qui auraient pour effet de l'obliger à retourner ou à demeurer dans un territoire où elle craindrait avec raison d'être victime de persécutions menaçant sa vie, son intégrité physique ou sa liberté.
4. Toute Haute Partie Contractante qui refuse d'admettre, refoule ou expulse une personne cherchant asile ou bénéficiant de l'asile, en conformité avec les paragraphes 1 et 2 du présent article, accordera à cette personne un délai raisonnable et les facilités nécessaires pour obtenir son admission dans un autre pays.